

Les prix de vente maximaux du riz précité sont fixés, en F CFP par kilogramme, comme suit :

	<i>Prix de gros</i>	<i>Prix de détail</i>
- sachet de 1 kilogramme	66	73

Le montant de l'écart entre le prix de gros défini ci-dessus et le prix de gros notifié à l'adjudicataire du marché est pris en charge par le "Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité soumis à une procédure d'appel d'offres".

Le montant de cette prise en charge est réglé à l'adjudicataire du marché sur la base des documents ci-après :

- copie de la notification des prix établie par le chef du service des affaires économiques ;
- copie du document de mise en consommation visé par le service des douanes ;
- certificat administratif délivré par le chef du service des affaires économiques.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est sanctionnée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

NOR : SAE0102186AC

Par arrêté n° 1778 CM du 31 décembre 2001.— En Polynésie française, les prix de vente maximaux des sucres, de marque Chelsea, importés dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 23 octobre 2001, sont fixés dans les conditions définies par le présent arrêté.

Les prix de vente maximaux des sucres précités sont fixés, en F CFP par kilogramme, comme suit :

	<i>Prix de gros</i>	<i>Prix de détail</i>
- sachet de 1 kilogramme	68	75
- sac de 35 kilogrammes	54	60

Le montant de l'écart entre le prix de gros défini ci-dessus et le prix de gros notifié à l'adjudicataire du marché est pris en charge par le "Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité soumis à une procédure d'appel d'offres".

Les sommes dues par l'adjudicataire du marché sont versées après qu'un avis des sommes à payer aura été établi par le service des finances et de la comptabilité sur la base des documents ci-après :

- copie de la notification des prix établie par le chef du service des affaires économiques ;
- copie du document de mise en consommation visé par le service des douanes ; celle-ci devra être adressée au service des affaires économiques au plus tard cinq jours après sa date de délivrance ;
- certificat administratif délivré par le chef du service des affaires économiques.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est sanctionnée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

NOR : ST03102142AC

Par arrêté n° 1780 CM du 31 décembre 2001.— Il est mis fin aux fonctions de Mme Mireille Bresson en sa qualité de chef du service territorial du tourisme.

L'arrêté n° 1049 CM du 29 août 2001 portant nomination de Mme Mireille Bresson en qualité de chef du service territorial du tourisme est abrogé.

NOR : ST03102143AC

Par arrêté n° 1781 CM du 31 décembre 2001.— Il est mis fin aux fonctions de Mme Clarisse Tonnerre épouse Godefroy en sa qualité de chef du service des aménagements et des activités touristiques.

L'arrêté n° 1107 CM du 29 août 2001 portant nomination de Mme Clarisse Tonnerre en qualité de chef du service des aménagements et des activités touristiques est abrogé.

NOR : SPE0101989AC

Par arrêté n° 1782 CM du 31 décembre 2001.— Le Président du gouvernement est autorisé à signer une convention entre le territoire de la Polynésie française et la S.E.M.L. "Tahiti Nui Rava'ai" pour la conduite du programme public d'équipement de pêche de trois thoniers de 14,70 mètres et de deux thoniers de 20,70 mètres.

Le montant du financement de ce programme s'élève à *vingt-six millions cinq cent trois mille huit cent cinquante francs pacifiques* (26.503.850 F CFP). Cette somme sera imputée au budget du territoire, chapitre 906, article 130, opération 186-2001, AAP 208-2001, intitulée "programmes pour la pêche".

La convention susvisée définit les modalités de versement du financement de ce programme ainsi que les obligations incombant à la S.E.M.L. "Tahiti Nui Rava'ai".